

En Loire Atlantique pour lutter contre la fraude fiscale l'État supprime 24 emplois !



Le 16 janvier, lors de la seconde convocation du Comité Technique Local sur les suppressions d'Emplois, à l'appel de l'intersyndicale CGT – Solidaires – FO – CFDT, entre 150 et 200 agent-es des Finances Publiques 44 se sont rassemblé-es devant la direction locale à Nantes.

Contrairement aux années précédentes, nous n'avons pas souhaité aller dialoguer avec la direction locale qui aurait le simple mauvais rôle de répartir la pénurie. Ce rassemblement a permis de lire les motions de services qui nous sont remontés, notamment, celles de l'ensemble du contrôle fiscal des entreprises sur Nantes (brigades de vérifications et pôles contrôle expertise). Nous avons d'ailleurs souligné la contradiction d'afficher la « sanctuarisation » du contrôle fiscal quand dans le même temps on dégarnit les services d'assiette ou de direction et que l'on supprime un poste de secrétaire des brigades !



Dans l'animation de notre rassemblement, nous avons prévu en inter un lâcher de ballon symbolisant les 182 emplois supprimés depuis 5 ans. Faute d'autorisation (problème de sécurité aérienne), le lâcher de ballon s'est transformé en explosion de ballon à la lecture de la liste des postes supprimés. Par ailleurs, **les 24 emplois supprimés en 2014 ont été matérialisés par 24 silhouettes.**

Un communiqué de presse étoffé a permis de faire venir la presse locale même si le principal journal local, Ouest France, n'a pas daigné se déplacer. Nous avons eu un sujet sur France 3 Estuaire, un entrefilet dans les pages locales de 20 minutes et un article dans Presse Océan.